La vie sans mode d'emploi : le programme *YAPAKA*

Marianne Prévost,
sociologue,
Fédération des maisons médicales.

Faut-il châtier les parents qui donnent la fessée ? Que faire avec un enfant hyperactif ? Comment être une bonne mère, un bon père ? L'Etata-t-il un rôle à jouer dans ce domaine ? Difficile de trouver les bonnes recettes : il n'y a pas de bonnes recettes, comme le disent les responsables du programme YAPAKA : « Nous aimerions tant quelques idées fortes, un mode d'emploi, un guide pour savoir comment procéder. Mais il n'y a pas de recette miracle pour être parent parfait. A chacun de se débrouiller... ». Aperçu d'un programme qui va bien au-delà de la maltraitance.

YAPAKA est un programme de prévention de la maltraitance soutenu par le ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles de Belgique. Le texte qui suit a été rédigé à partir d'éléments du site. Les citations non référencées sont extraites de ce site, essentiellement du Plan opérationnel (mise à jour, juillet 2013) élaboré par Vincent Magos, directeur général adjoint de la Cellule de coordination de l'aide aux victimes de maltraitances.

www.yapaka.be

« Eux » et «Nous »

La priorité pour *YAPAKA*, c'est de soutenir et nourrir les capacités d'appui et de solidarité qui existent dans la société, en interpellant le mur trop souvent dressé entre « eux » et « nous » - eux les monstres-malades, nous les braves gens-normaux. « *Loin des Dutroux, Fourniret et autres prédateurs qui font les délices des médias, la maltraitance est la plupart du temps intra familiale, enracinée dans des difficultés de vie où l'amour n'est pas absent, mais avec lesquelles chacun se débrouille. Comme il peut… Et bien souvent la personne maltraitante pourrait être l'un d'entre nous. Le message de fond est donc le suivant : chacun d'entre nous peut aller mal au point d'être maltraitant. Dans ce cas, essayons de nous arrêter, de réfléchir, de trouver de l'aide. A la personne maltraitante, il est dit : vous n'êtes pas le seul dans cette situation ; la demande d'aide est alors favorisée. Chez le témoin, on privilégie l'identification et donc l'appui : donnez un coup de main. Il s'agit donc, pour la prévention, de développer une voie alternative à la politique du soupçon, du contrôle, de l'angoisse, de la délation ».*

Ambitieux, ce programme invite à la prudence et à la réflexion : *« Selon la manière dont elle sera organisée, la prévention de la maltraitance participera à corroder le vivre ensemble ou au contraire à renforcer la solidarité ».* La solidarité peut prendre différentes formes : le coup de pouce d'un ami, d'un voisin, d'un proche, l'aide d'un professionnel, autant d'appuis qui permettent de faire émerger la créativité, « *dans une situation de débrouille qui peut s'avérer galère, détresse et solitude* ».

Contrôle ou bienveillance ?

Le programme *YAPAKA* ne se focalise pas sur la maltraitance : il tente d'agir en amont, en soutenant une réflexion sur la manière de développer une attention aimante à l'égard de l'enfant, respectueuse de ses besoins, de ses désirs, de ses rythmes. Il ne s'agit

Mots clefs : enfance, droit, société, liberté, normes, prévention, santé publique.

pas « *d'enseigner les bonnes conduites aux parents qui ont des 'lacunes', d'organiser des programmes qui leur permettront d'apprendre le 'métier' de parent* ».

YAPAKA parle de bienveillance plutôt que de bientraitance : « *la notion de bientraitance risque, avec les meilleures intentions du monde… de maintenir une vision manichéenne laissant entendre qu'il y aurait une bonne manière de traiter les enfants. Tandis que la bienveillance renvoie à un certain jeu, au sens de l'espace nécessaire à la liberté de mouvement indispensable à toute relation* ».

Que penser des dispositifs entourant l'enfance, de ce qu'ils induisent en terme d'image du parent responsable et de contrôle : « *La sur-responsabilisation des parents s'accompagne de la mise en réseau de procédures de soutien et d'accompagnement, mais aussi de la montée de procédures plus contraignantes de contrôle lorsque les enfants manifestent des difficultés d'intégration ou des actes d'incivilité. La tension s'affirme entre ces deux logiques a priori peu conciliables, l'une s'appuyant sur la production de confiance, l'autre la mettant à mal. Ce qui ne peut que produire un malaise chez des intervenants sociaux soumis à ces injonctions contradictoires au sein du dispositif de parentalité ainsi produit* ».

Responsabiliser les enfants : un mythe nuisible ?

YAPAKA interpelle aussi les actions de prévention, assez fréquentes qui s'adressent aux enfants : « *Cette démarche entraîne une difficulté majeure dans la mesure où elle sous-entend que c'est à l'enfant d'assurer sa protection à l'égard d'adultes potentiellement dangereux* ». [...] « *l'évaluation de certains programmes met en évidence l'impossibilité pour l'enfant en situation de victime de mobiliser les conseils prodigués. Évidemment, chaque parent donne des consignes de prudence et transmet les consignes reçues de ses propres parents (« N'accepte pas de bonbons d'un inconnu »). Cependant, ces conseils se prodiguent dans le cadre de la relation parent-enfant, prennent corps dans une parole, et, idéalement, ouvrent à un espace de questions* ».

L'Etat et le vent de la vie

Si la relation interpersonnelle permet une parole plus juste, que peut alors dire l'Etat ? Pour *YAPAKA*, sa parole doit de respecter la diversité des situations et de « *prendre des formes différentes selon la thématique visée et les implicites pris en compte. Ainsi par exemple, la prévention de la maltraitance ne relève pas du même registre que celle de la sécurité routière où tous les usagers de la route se doivent d'être prudents, chacun à son niveau. De même, la prévention des maladies sexuellement transmissibles attire l'attention des deux partenaires, considérés comme responsables à part égale. Dans la prévention de la maltraitance, il n'en est rien car la relation adulte-enfant est fondamentalement dissymétrique ; l'un ayant à protéger l'autre et non l'inverse (parentification). Il est dès lors regrettable que les pouvoirs publics, ou ceux qu'ils mandatent, invitent les enfants à se protéger et diffusent à grand frais des supports qui véhiculent implicitement un message dévoyé.*

Par contre, l'État peut mettre en avant une parole qui, par son extériorité, introduit du jeu et des questions entre adultes et enfants (…). Une campagne de prévention s'abstiendra d'indiquer qu'il y aurait une « bonne » réponse pour éviter la maltraitance. Un tel discours privilégierait une position passive et d'attente de la part du public, alors qu'il revient à chacun de trouver la réponse. À cette fin et pour en dessiner le contexte, on veillera plutôt à attirer l'attention sur les différences de rythmes entre adultes et enfants, à reconnaître platement les difficultés auxquelles font face tous les parents et à valoriser la manière dont ils peuvent eux-mêmes trouver des solutions, ou, si nécessaire, demander de l'aide. À une époque où les Dutroux et consorts sont brandis en croque-mitaines et où les extrémistes veulent légiférer la fessée, il est nécessaire que l'État dans une

parole publique exprime que l'on peut être excédé par un enfant qui crie, au point d'avoir envie de le frapper, et que cette irritation, cette pensée ne se transformera pas pour autant en acte, ni même en maltraitance psychologique. Oui, l'adulte peut ressentir de la haine vis-à-vis de son enfant : c'est partie prenante de l'humain et n'entraîne pas nécessairement de la violence agie. Au contraire, accepter de ressentir et de partager, verbaliser cette haine avec son entourage – Il y a des jours où j'ai envie de le jeter par la fenêtre ! – est susceptible de réduire les risques de passage à l'acte.

Il est nécessaire de rappeler ici que, si les campagnes de prévention constituent une nécessaire parole publique, elles n'ont de sens que si elles sont en concordance et viennent en appui des mécanismes de solidarité visant à réduire la précarité et en appui des dispositifs d'aide chargés d'assister très concrètement les familles en souffrance. Elles ne peuvent qu'être un des maillons d'une politique globale ». ●

Éduquer, gouverner et analyser : métiers « impossibles », selon Freud[1], parce qu'« *on peut d'emblée être sûr d'un succès insuffisant* ». Cette insuffisance ne manque pas de faire penser à la mère « suffisamment bonne » de Winnicott. Si ce concept est devenu un cliché psy, il garde pourtant tout son pouvoir d'évocation pour le non professionnel. Accepter le succès insuffisant de parents passables revient à accepter l'interstice où passe le vent de la vie, espace toujours ouvert car une part d'angoisse vaut mieux que l'omnipotence, la démocratie que le totalitarisme.

1. Freud S., L'analyse avec fin et l'analyse sans fin (1937) in Résultats, idées, problèmes, *PUF 1985.*

Le programme *YAPAKA* : deux exemples d'activités

Toutes ces questions dépassent largement le cadre strictement familial : la manière d'élever un enfant est éminemment culturelle, sociale. Et elle se déploie dans un monde de marché tout puissant, fortement traversé par des visées commerciales – qui organisent des concours de « petites miss », érotisent le corps des petites filles, s'ingénient à faire entrer le plus tôt possible l'enfant dans l'univers des medias…
Le programme *YAPAKA* s'adresse à tous, à travers des campagnes grand public articulées avec l'initiative associative, des formations, des publications proposant un éclairage sur différentes questions - des questions de tous les jours, des questions sociétales. Deux exemples de ce travail.

- *Des temps d'arrêt pour les professionnels* : petits livres (accessibles aussi à des non professionnels, ndlr) qui constituent autant de « temps d'arrêt ». Chacun présente un état de la question, une réflexion alliant un questionnement clinique et des repères théoriques. Quelques titres donneront une idée de la variété des sujets abordés : *Accompagnement et alliance en cours de grossesse, La maltraitance infantile, par-delà la bien pensée, La paternalité et ses troubles, Grandir avec les écrans* **:** *«La règle 3-6-9-12», Hypersexualisation des enfants, Jouer pour grandir, Cyberdépendance et autres croquemitaines, Les premiers liens.* Edités 8 fois par an à 11 000 exemplaires, ces livres sont diffusés gratuitement auprès de chaque institution concernée ainsi que dans les bibliothèques de la Communauté française. Ils sont également disponibles en librairie au prix de 3,90 € et téléchargeables sur le site www.yapaka.be/livre
- Un exemple de campagne grand public : *la règle 3-6-9-12 ans* (avril 2013)
  (texte publié sur le site de *YAPAKA* le 23.04.13)

Qu'est ce qui est bon pour nos enfants ? A partir de quel âge offrir une console de jeux, un premier gsm ? Combien d'heures les laisser au quotidien devant la tv ou l'ordinateur ? Quelles limites fixer ?

De nombreux parents et professionnels sont désorientés parce qu'ils souhaitent que leur enfant développe au mieux toutes ses capacités ; et les nouvelles technologies semblent le leur permettre... Qui croire dans cette cacophonie ? Les marchands de nouvelles technologies ? Les industriels ? Les défenseurs du livre et du « c'était mieux avant » ?

De nombreuses études scientifiques ont démontré que l'exposition passive de l'enfant de moins de 3 ans aux écrans est nocive et déconseillée. Or, dans notre quotidien, il est compliqué de ne pas être plongé dans le bain des nouvelles technologies et de garder nos enfants à l'écart. D'ailleurs, les petits sont d'une incroyable habilité avec les écrans et les ados semblent gérer leur vie via smartphone...

Loin de diaboliser les écrans, le but de la campagne *3-6-9-12 ans* de *YAPAKA* est d'inviter parents et professionnels à suivre les besoins du développement de l'enfant et, en fonction de ces étapes, de l'introduire au monde des écrans.